

Durable ou pas ? Le nucléaire divise l'Europe

La « taxonomie », cette classification par la Commission des activités vertes, progresse mais dans la douleur.



Le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, et la commissaire aux Services financiers, Mairead McGuinness, présentent les règles de la taxonomie, mercredi, à Bruxelles. POOL/REUTERS

ÉNERGIE La classification européenne des investissements contribuant à la lutte contre le changement climatique, que l'on appelle à Bruxelles la taxonomie, a franchi une nouvelle étape mais assortie d'une nouvelle polémique. La Commission européenne a publié mercredi une première liste d'activités économiques estampillées vertes, dans les domaines de l'énergie, la sylviculture, l'industrie manufacturière, les transports et la construction.

Initialement prévue en décembre, cette présentation a été retardée par les désaccords. Le nombre de points de vue opposés atteint du « *jamais vu* », assure le vice-président Valdis Dombrovskis. Donnant lieu à une véritable bataille d'influence entre les défenseurs du nucléaire ou du gaz naturel et ceux qui veulent voir ces énergies exclues de la taxonomie. Jusqu'à la dernière minute, certains voulaient retravailler et retarder encore toute la proposition. Mais la présidente de la Commission Ursula von der Leyen ne voulait plus attendre. En amont du rendez-vous cli-

matique organisé par Joe Biden ce jeudi, il fallait montrer que l'Union avance dans la mise en œuvre de son ambitieux pacte vert. D'autant plus que les règles présentées mercredi « couvrent 80 % des émissions de gaz à effet de serre ; c'est déjà un grand pas en avant », fait valoir Mairead McGuinness, la commissaire aux Services financiers.

Plus que le contenu de la proposition, ce qui n'y figure pas pose problème. L'agriculture en est exclue, dans l'attente d'avancées dans la politique agricole commune. Le nucléaire est également laissé à plus tard, à la grande déception de la France et de certains pays de l'Est. Mais cette décision était prévue. L'avis positif sur l'atome d'experts de l'Union fin mars, vivement contesté, doit encore être passé au peigne fin par deux autres groupes d'experts. De ces avis dépendra l'inclusion ou pas du nucléaire dans un nouvel « acte délégué » attendu d'ici à la fin de l'année sur les énergies « de transition ». Risqué. Ce texte supplémentaire « *aura peu de chance d'être approuvé* », pointe une source proche du dossier. Les opposants au Parlement européen et au Conseil sont nombreux. Paris ne compte pratiquement que sur le soutien de la Pologne, face à une coalition menée par l'Allemagne, l'Autriche, des pays nordiques et une armée d'ONG.

Quant au gaz naturel, bien qu'énergie fossile, il devait figurer dans le do-

cument. Il a finalement été exclu, créant la surprise. Bruxelles demande plus de temps pour trouver un compromis. La Commission évoquait un plafond de 100 g de CO₂ par kWh, trop bas pour les technologies actuelles employant du gaz. Elle ne ferme pas la porte pour inclure néanmoins le gaz dans la proposition à venir en fin d'année.

Discorde sur le gaz

Pour les activités liées au gaz mais non couvertes par la taxonomie, « nous travaillons à une législation additionnelle pour faciliter la transition du charbon vers le gaz », a insisté Valdis Dombrovskis, tentant de calmer les pays de l'Est, mais aussi l'Allemagne, qui ont mis le gaz, moins polluant que la houille ou le lignite, au cœur de leur stratégie de transition énergétique.

En complément, Bruxelles propose une refonte des règles sur la publication d'informations en matière de durabilité qui doivent être publiées par toute entreprise de plus de 250 employés. Ces décisions, qui fixeront des nouvelles normes seront « *structurantes pour la transformation de l'économie européenne* », commente Éric Duvaud, du cabinet EY. ■

par Leonor Hubaut @LeonorHubaut Bruxelles et A. Boh.

» Lire aussi **PAGES 8 ET 9**